

Mission 3 millions d'emplois pour le climat

Former les actifs aux métiers d'avenir afin de pourvoir les 2,8 millions de postes de mise en œuvre de la stratégie française énergie-climat

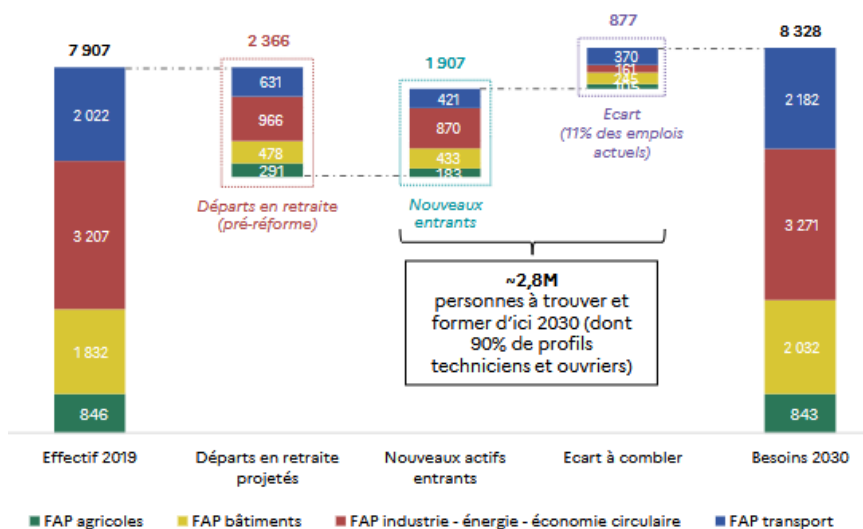
En bref

- 2,8 millions d'emplois à pourvoir d'ici 2030 pour déployer les objectifs de transition écologique selon les calculs du Secrétariat Général à la Planification Écologique
- 90% d'entre eux concernent des profils ouvriers et techniciens qualifiés, et aujourd'hui l'offre fait défaut.
- L'enjeu est majeur : éviter une pénurie de main-d'œuvre + renforcer la compétitivité + former et sécuriser les parcours professionnels de millions d'actifs qui sont affectés par la décarbonation dans leur secteur d'activité.
- La proposition : créer une Mission 3 millions d'Emploi pour déployer un dispositif de formation des compétences d'une ampleur inédite afin de pouvoir répondre à la demande, et faire de la planification écologique une opportunité pour l'emploi et l'économie.
- Cette Mission permettrait d'investir aujourd'hui pour éviter chômage et précarité demain, dépenser mieux pour accompagner les mutations économiques en cours

1. Un risque majeur : près de 3 millions d'emplois à pourvoir mais une pénurie de compétences

Pour relever le défi d'une économie décarbonée et verte, 2,8 millions d'emplois seront à pourvoir.

- La planification écologique portée par l'Etat¹ peut créer plus de 550 000 emplois >
- Avec les départs en retraite (choc écologique + choc démographique), ce sont donc un total de **2,8 millions d'emplois à pourvoir** dans les secteurs-clés de la planification : mobilités, agriculture, bâtiment,



¹ Le Réseau Action Climat s'appuie en particulier ici sur les chiffres du Secrétariat général à la planification écologique, dans le cadre de sa stratégie emploi-compétences : <https://www.info.gouv.fr/upload/media/content/0001/10/df0f4182ce4d0e71f75a915e68ed32f233c82b35.pdf> / ces données apparaissent cohérentes avec les scénarios précédents.

industrie, énergie (voir graphique ci-après, issu de la stratégie emplois-compétences de la planification écologique)

- Ces scénarios d'État sont largement étayés par de nombreux scénarios sectoriels et territoriaux, qui permettent d'identifier d'autres pistes d'opportunités d'emplois
- Ces emplois concernent très majoritairement des ouvriers et techniciens qualifiés (à près de 90 %)

Un choc emploi-compétences est indispensable mais loin d'être engagé :

- D'après The Shift Project, parmi les organisations qui ont mis en oeuvre des formations en lien avec la transition écologique, 80 % ont proposé des actions d'une demi-journée ou moins / 89 % ont formé des cadres et 23 % des ouvriers²
- D'après l'UNEDIC : 72% des actifs estiment qu'avoir des bonnes connaissances des enjeux écologiques et environnementaux est indispensable ou un bonus pour réussir sa vie professionnelle mais **seuls 31% estiment que le niveau de compétences des actifs est à la hauteur des enjeux écologiques**³

Et La situation crée des tensions et ralentit la transition :

- dans les territoires ruraux fragiles, **80% des recrutements sont jugés difficiles** pour le métier d'ouvrier en travaux de façade, d'étanchéité et d'isolation⁴
- **Plusieurs facteurs sont en cause** : absence de visibilité sur la trajectoire de transformation pour les organismes de formation, manque de moyens, manque de cohérence des dispositifs d'observation, manque de coordination entre les dispositifs de la politique emplois-compétences, identification partielle des besoins en compétences et en emplois, absence de visibilité au niveau local, découplage entre des dispositifs sociaux (ex : insertion) et planification écologique, absence d'espace de gouvernance adapté...

Sans politique publique cohérente pour relever le défi⁵, la France risque de se retrouver face à une pénurie de compétences qui impactera sa compétitivité

- **Un risque de frein à la croissance des entreprises faute de compétences**, dans un contexte où les tensions au recrutement sont aigus dans les secteurs de la planification⁶, où les métiers très genrés, où la qualité des emplois est hétérogène et leur attractivité en berne
- Le risque est double : **passer à côté d'une opportunité pour l'emploi et la croissance des entreprises ; ralentir significativement la transition écologique**

² Source :

<https://theshiftproject.org/app/uploads/2025/04/Former-les-actifs-pour-la-transition-ecologique-Synthese.pdf>

³ étude UNEDIC - 2023 - [Présentation PowerPoint](#)

⁴ Source : France Travail, pour une étude du Réseau Action Climat - 2026 -

<https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2026/01/2026-01-19-publication-emploi-rural-web-pap.pdf>

⁵ Un appel que nous avons lancé dès 2024 :

<https://reseauactionclimat.org/pour-une-politique-emploi-competences-ambitieuse-au-service-de-la-planification-ecologique/>

⁶ Et en particulier pour certains territoires, notamment en ruralité - nous l'avons montré avec France Travail :

<https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2026/01/2026-01-19-publication-emploi-rural-web-pap.pdf>

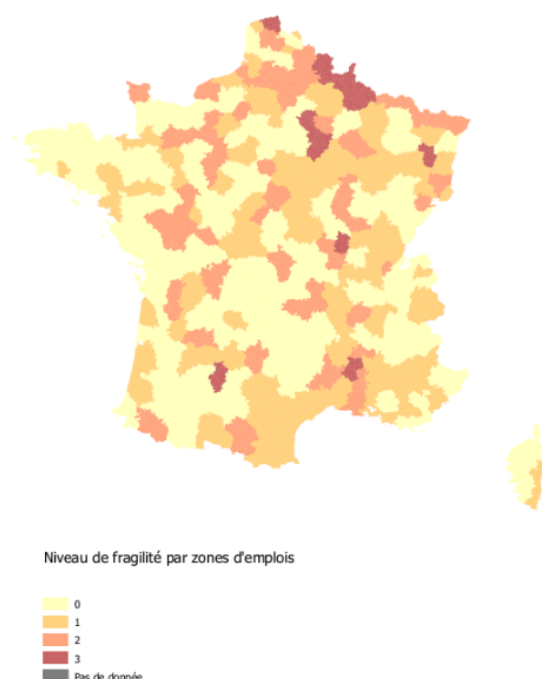
2. Une opportunité : (enfin) sécuriser les travailleurs des secteurs exposés qui se sentent abandonnés par les pouvoirs publics

En parallèle, des millions d'emplois vont être transformés significativement ou disparaître :

- **Tous les métiers vont se transformer, l'ensemble des actifs sont à former,**
- Cela concerne **en priorité 8 millions dans les secteurs-clés : mobilités, industrie, agriculture, bâtiment, énergie** (source : SGPE)
- **Certains secteurs** en particulier doivent **anticiper des diminutions d'emplois** : "recomposition de la structure d'emplois dans l'automobile (électrification) ; pertes d'emploi dans le fret routier" (source : SGPE)...
- Des actifs sont particulièrement fragiles dans ce type de contexte, notamment les **actifs les plus éloignés de la formation continue** : 68 % des cadres ont suivi au moins une formation au cours de l'année, contre 33 % des ouvriers⁷

Les territoires concernés sont pour certains très fragilisés sur le plan socioéconomique :

- En croisant les données de spécialisation économique des territoires et les fragilités sociales existantes, le Réseau Action Climat a mis en lumière des **territoires potentiellement vulnérables en contexte de transition** >
 - Ces vulnérabilités ne sont pas prises en compte par l'action publique
- Dans les territoires ruraux, la **surreprésentation des emplois industriels et agricoles** constitue un risque, dans un contexte où les dynamiques d'emplois de ces secteurs sont incertaines.
 - **30% des territoires ruraux fragiles pourraient perdre en emplois** avec le scénario bas de la planification écologique,
 - Ces territoires ruraux ont une pyramide des âges défavorable, et des tensions plus fortes au recrutement.



Des dispositifs d'accompagnement défaillants

- Les dispositifs existants sont insuffisants ou partiellement défaillants⁸

⁷ Selon une étude 2024 de l'Observatoire des inégalités :

<https://www.inegalites.fr/Les-inegalites-d-acces-a-la-formation-professionnelle>

⁸ Voir notamment notre analyse de la politique européenne en la matière :

<https://reseauactionclimat.org/fonds-de-transition-juste-un-outil-cle-pour-accompagner-la-transition-de-s-emplois/> - sur ce constat, on peut aussi citer les dispositifs d'accompagnement des transitions professionnelles dont certains n'ont pas été pérennisés, ou les dispositions de la loi Climat et résilience sur l'anticipation en entreprise, et dont le déploiement est très partiel...

- **Le seul outil dédié au niveau européen, le Fonds de Transition Juste, est en voie de disparition** sans garantie que les financements seront maintenus pour accompagner secteurs et territoires.
- Le besoin de protection est bien identifié par de nombreux acteurs (SGPE, Ademe, syndicats, organisations patronales), mais **le portage politique est faible sur ce sujet de “transition juste”**

Un sentiment d’abandon très fort

- **Les travailleurs les plus exposés sont mal accompagnés** et se sentent “oubliés” :
 - Organisme de recherche reconnu, le CEREQ évoque “des plans de reconversions qui conduisent souvent à l’éviction des moins qualifiés”⁹.
 - La politique européenne de transition juste ne concernait pas les salariés de l’automobile, exclus du champ d’application du Fonds de transition juste
- Les travailleurs des secteurs de la transition attendent, comme ailleurs, une **amélioration de la qualité de leur travail**
- **Un risque majeur : des actifs “fâchés” avec la transition** du fait de leur métier, des territoires fragilisés, une transition perçue comme délétère...

Résultats : perte de compétitivité, inefficacité de la transition écologique, inefficacité de la dépense publique, injustice sociale pour les publics fragilisés

3. Une réponse à porter : La Mission 3 million d’Emplois

La Mission 3 millions d’emplois serait dédiée à l’atteinte des objectifs suivants :

- générer un choc quantitatif dans la réponse au défi des emplois et des compétences pour la transition,
- financer massivement et de manière visible (logique de “Label” identifié) les formations et reconversions vers les métiers de la transition dans une logique de planification écologique,
- orienter efficacement les financements vers les métiers stratégiques en tension (industrie, énergie, bâtiment...) et vers les publics, secteurs, territoires devant être soutenus,
- accélérer les reconversions vers les secteurs stratégiques en favorisant le suivi des opportunités de transformation et de préservation des emplois,
- garantir un accès prioritaire aux travailleurs exposés (secteurs en déclin, emplois précaires), soutenir les démarches pertinentes de transformation des secteurs et territoires fragiles,
- renforcer le pilotage stratégique de cet enjeu et coordonner les acteurs (État, régions, entreprises, France Travail)
- financer sur la base d’objectifs de résultats (emplois pourvus, insertion)

⁹ Voir : <https://www.cereq.fr/sites/default/files/2021-04/Bref405-web.pdf>

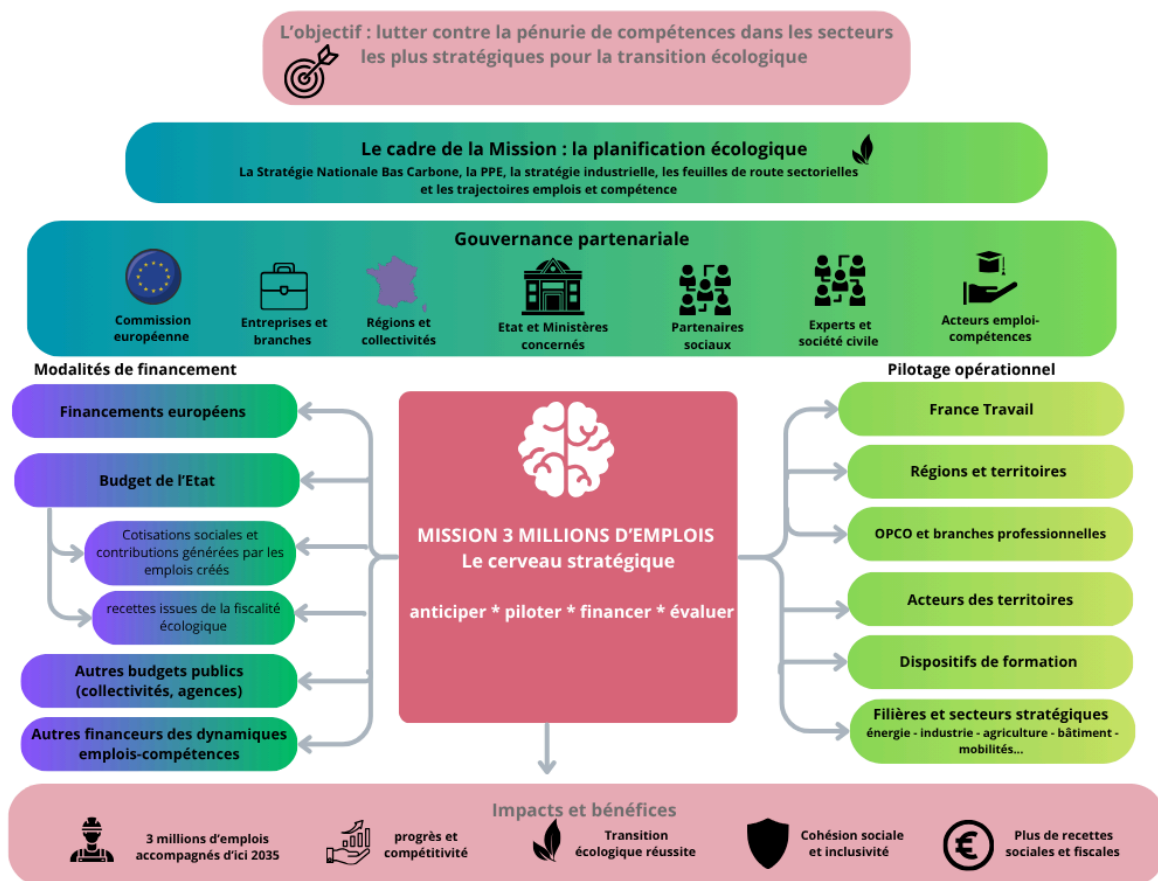
Une Mission 3 Millions d'Emplois avec un système d'autofinancement vertueux

- Réorientation des dépenses existantes vers les métiers prioritaires (politique de formation, de financement d'ingénierie et de diagnostic, quote-part de la politique structurelle européenne sur la base du Fonds de transition juste...),
- Pilotage par la performance (financement conditionné aux résultats)
- Montée en charge progressive et maîtrisée
- Redéploiement des financements existants (formation, emploi)
- Cadre pluriannuel sécurisé
- Montée en charge progressive conditionnée aux résultats

La mesure doit permettre de dégager un bénéfice net significatif pour les finances publiques et la sécurité sociale, à travers la fiscalité et les cotisations générées. En première approche, ce bénéfice peut être estimé à 40 milliards d'euros. **Mais il nécessite un investissement dans les compétences significatif et stable dans le temps long = nous proposons une logique de "retour sur investissement".**

En résumé, notre proposition permet

- 🎯 Une **réponse aux besoins à long terme des entreprises**
- 🎯 Une meilleure **allocation des financements publics**
- 🎯 Un outil pour soutenir la **réindustrialisation et la souveraineté économique**
- 🎯 Un **droit effectif à la reconversion** vers les métiers d'avenir
- 🎯 Une **sécurisation des parcours professionnels**
- 🎯 Une transition écologique **socialement juste et organisée**



Contact : Antoine Durand, antoine.durand@reseauactionclimat.org